

The background of the top half of the page is a photograph of a woman in a colorful patterned dress watering a field of green plants with a metal watering can. The field is lush with various types of vegetation, including tall corn stalks and leafy greens. The sky is overcast.

Contraintes de l'agriculture urbaine : **comment mieux soutenir les jardiniers urbains ?**

Donald Houessou, Morel Djonlonkou, Harold
Ahouandjinou, Bakawa Agbandou, Frejus Thoto,
Ben Sonneveld

NOTE DE POLITIQUE



MESSAGES CLÉS

- ✓ Les jardiniers urbains font face à 7 contraintes principales : difficulté d'accès à la terre et insécurité foncière, manque de capital financier, difficulté d'accès aux sources d'eau saines, faible engagement des autorités publiques, coûts élevés des intrants, dysfonctionnements du marché, et manque de compétences agricoles.
- ✓ Les politiques pourraient mieux appuyer le secteur en légitimant l'agriculture urbaine dans les politiques locales et nationales et en accompagnant le renforcement de capacités des jardiniers urbains pour une meilleure performance.

1- CONTEXTE

Plus qu'une source de revenus, l'agriculture urbaine constitue l'une des principales activités agricoles qui occupent particulièrement les couches vulnérables dans les villes. Elle permet d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté en milieu urbain face à l'augmentation continue des populations dans les villes. Cependant, le développement de cette activité rencontre plusieurs contraintes d'ordres technique et institutionnel qui empêchent les jardiniers urbains de rendre durables leurs sources de revenus. De plus, ces contraintes menacent la survie du secteur qui, pourtant, nourrit une grande part de la population urbaine. Afin d'y formuler des solutions informées par des évidences, le Centre d'Actions pour l'Environnement et le Développement Durable (ACED) a conduit une recherche approfondie pour mieux appréhender ces contraintes et les solutions potentielles formulées par les acteurs directs du secteur. Cette note de politique vise à partager les résultats de cette recherche sur les contraintes que rencontrent les jardiniers urbains dans leurs activités. Le but visé est d'informer les décideurs politiques sur les solutions proposées par les acteurs directs du secteur pour appuyer l'agriculture urbaine de façon durable au Bénin.

2- DIFFICULTÉ D'ACCÈS À LA TERRE ET INSÉCURITÉ FONCIÈRE

L'accès à la terre est considéré comme un facteur essentiel pour l'agriculture urbaine. Au Bénin, 97% des jardiniers urbains pensent que cette contrainte constitue un frein au jardinage. Trois raisons majeures justifient cette situation : l'indisponibilité des terres (47%), le manque de réglementation (30%) et les difficultés à louer des terres (20%). Face à cette contrainte, les jardiniers ont indiqué qu'il y a une insuffisance de volonté politique pour aider à trouver de meilleures solutions. Comme propositions, 39% des jardiniers pensent qu'il faudrait mettre en place un partenariat intercommunal afin de fournir aux villes de plus grands espaces en faveur de l'agriculture urbaine, 32% suggèrent de renforcer la planification urbaine en intégrant l'agriculture urbaine comme un type d'utilisation des terres urbaines, et 20% pensent qu'il faudrait négocier avec les institutions privées et publiques afin de pouvoir louer leurs espaces ouverts sur une période à long terme.

3- MANQUE DE CAPITAL FINANCIER

Parmi les jardiniers, 94% pensent que le manque de financement constitue une contrainte capitale pour le jardinage urbain. Cette contrainte peut s'expliquer par plusieurs raisons que sont surtout le manque de crédit alloué aux activités agricoles (33%), le taux élevé d'intérêt fixé par les institutions financières (29%) et le manque de garantie lié à l'obtention de crédit auprès des institutions financières (24%). Les acteurs du jardinage urbain ont suggéré d'adapter les conditions d'accès aux crédits au secteur de l'agriculture (42%) et de renforcer la coopération entre jardiniers (organisation interne au sein de leurs coopératives) pour améliorer leurs chances d'accès aux crédits (23%).



4- DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX SOURCES D'EAU SAINES

L'eau constitue un facteur important en matière de production végétale. Elle pourrait être considérée, tout comme la terre, comme un facteur capital pour le jardinage urbain et pour cela il faudrait qu'elle soit saine et fiable. Cependant l'absence de ce facteur de production constitue une contrainte majeure pour 64% des jardiniers urbains. Ainsi, le manque d'eau saine empêche l'accroissement de la production maraîchère surtout lors des saisons sèches et lorsque les jardiniers n'ont pas les moyens de développer les systèmes d'irrigation.

5- FAIBLE ENGAGEMENT DES AUTORITÉS PUBLIQUES

Le manque d'engagement des autorités publiques constitue un frein au développement du jardinage urbain. En effet, leur participation au développement de cette activité est actuellement jugée faible par un grand nombre de jardiniers (96%). Pour la plupart d'entre eux (72%), les autorités publiques pourraient soutenir l'agriculture urbaine en développant des programmes spécifiques d'appui à ces acteurs (72%) ou en légitimant leur existence (21%) dans les plans de développement territoriaux.

¹ D. Houessou, F. Thoto, B. Sonneveld, A. Aoudji, S. Dossou, B. Agbandou (2019). Agriculture urbaine au Bénin : Comment les politiques peuvent soutenir les jardiniers ? Rapport d'une enquête menée au sein des jardiniers urbains à Cotonou et Porto-Novo, Bénin. Amsterdam Centre for World Food Studies/Athena Institute, Vrije Universiteit Amsterdam, Pays-Bas ; Faculté des Sciences Agronomiques/Université d'Abomey-Calavi, Bénin ; Centre d'Actions pour l'Environnement et le Développement Durable (ACED), Bénin. <https://bit.ly/2LJ6C6Q>

6- COÛTS ÉLEVÉS DES INTRANTS

Le montant exorbitant des intrants est une contrainte que les jardiniers soulèvent dans leur activité. En effet, une grande partie de ces jardiniers (68%) déclare que le coût d'acquisition des intrants est élevé. De ce fait, ce prix élevé ne permet pas à ces derniers de bien rentabiliser l'activité. Deux raisons majeures pourraient justifier le coût élevé des intrants : l'indisponibilité de ces intrants en quantité suffisante entraînant une rupture fréquente (52%) et l'existence d'un nombre restreint de fournisseurs ayant le monopole sur le marché (42%). Il est suggéré que les politiques publiques accompagnent l'ouverture du secteur à d'autres entreprises privées pour permettre la concurrence et faciliter la disponibilité permanente des intrants.

7- DYSFONCTIONNEMENTS DU MARCHÉ

Les jardiniers (67%) considèrent les dysfonctionnements du marché comme une contrainte qui inhibe l'essor du jardinage urbain au Bénin. En effet, le taux élevé des importations de légumes conduit à des situations de prix bas des produits sur le marché. Également, les intermédiaires de la chaîne de valeur ne sont pas fiables lors des négociations de vente. Au vu de tout ceci, les jardiniers pensent que le marché fonctionnerait mieux si on améliore la consommation locale et l'accès aux marchés dans les autres villes. Également, la réduction de l'importation des légumes pourrait booster les ventes des jardiniers urbains.

8- MANQUE DE COMPÉTENCES AGRICOLES

Pour 74% des jardiniers, le manque de compétences agricoles limite le développement de l'activité de jardinage. Il faudrait renforcer, selon plus de la moitié des jardiniers (58%), leurs capacités afin qu'ils puissent mieux relever les défis techniques de l'activité. Pour que ces renforcements de capacités soient efficaces, 36% proposent que les services de vulgarisation ajustent les conseils agricoles aux défis actuels du secteur tout en prenant en compte le niveau de compréhension des jardiniers.

9- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au Bénin, les jardiniers urbains sont confrontés à plusieurs contraintes qui freinent le développement de leurs activités. Ces diverses contraintes sont expliquées par plusieurs facteurs auxquels des solutions ont été proposées de façon participative avec les acteurs directs du secteur. En somme, les politiques pourraient mieux appuyer l'agriculture urbaine en :

- **Légitimant l'agriculture urbaine dans les politiques locales et nationales**

ceci pourrait passer par l'intégration de l'agriculture urbaine comme un type d'utilisation des terres urbaines, la promotion des partenariats intercommunaux pour allouer et sécuriser plus d'espaces à l'activité. Les organisations de la société civile pourraient faire des plaidoyers pour progressivement informer et inciter les décideurs à prendre de telles décisions

- **Accompagnant le renforcement de capacités des jardiniers urbains pour une meilleure performance du secteur**

ceci pourrait passer par l'adaptation des programmes d'appuis conseils aux nouveaux défis rencontrés par les jardiniers et l'accompagnement de ces acteurs vers une meilleure organisation au sein de leurs coopératives pour améliorer leurs forces de négociation sur le marché.

Télécharger les publications de ACED sur

<http://www.aced-benin.org/fr/publications>

REMERCIEMENTS :

Cette note de politique est un produit de connaissance du Centre d'Actions pour l'Environnement et le Développement Durable (ACED) dans le cadre de ses activités de recherche-action sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire au Bénin. Ces activités sont notamment soutenues par l'Organisation Néerlandaise pour la Recherche Scientifique (NWO-WOTRO) à travers son programme Food & Business Global Challenges Programme.